



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Taux

Question écrite n° 47143

Texte de la question

M. Gilbert Biessy appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les difficultés qui pèsent sur le secteur de la restauration du fait du taux élevé de la TVA auquel cette activité est assujettie. Les débats de la dernière loi de finances ont permis d'aborder ce sujet, mais ne l'ont pas réglé. La véritable question étant moins de peser sur les produits à emporter que d'alléger la contrainte fiscale sur la restauration sur place. Il n'échappe pas à la représentation nationale que l'application du taux normal à cette activité résulte des dispositions de la directive communautaire du 19 octobre 1992 qui exclut la restauration de la liste des produits et services susceptibles d'être assujettis à taux réduit. Cependant, il faut souligner, d'une part, que cette formulation résulte de l'initiative de la France qui a souhaité que le texte soit modifié en ce sens et, d'autre part, que cette directive a été assortie d'exceptions qui introduisent une distorsion selon les pays de l'Union. C'est pourquoi, alors que selon le programme de travail de la Commission européenne, le champ d'application des taux réduits de TVA devrait être prochainement débattu. Il lui demande quelle attitude le gouvernement entend adopter à ce sujet, de manière à défendre les intérêts de la France.

Texte de la réponse

La directive no 92-77 du 19 octobre 1992, modifiant la sixième directive TVA, ne permet pas d'appliquer un taux de TVA autre que le taux normal aux ventes à consommer sur place. Le fait que la restauration ne figure pas sur la liste des biens et services pouvant bénéficier du taux réduit ne résulte pas d'une demande du gouvernement français, mais traduit la volonté des États membres de réserver l'application de ce taux aux produits de première nécessité ainsi qu'aux biens et services répondant à un objectif de politique sociale ou culturelle. Seuls les États membres qui, au 1er janvier 1991, appliquaient à la restauration un taux réduit, ont été autorisés à le maintenir à titre transitoire. En revanche, les pays qui, comme la France, appliquaient à cette date le taux normal de la TVA ne peuvent pas appliquer un taux réduit. Cela étant, il est rappelé que l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède appliquent aux opérations de vente à consommer sur place des taux de TVA compris entre 15 et 25 %. Il n'y a donc pas d'exception française dans ce domaine. En outre, une modification de la directive ne peut s'effectuer qu'à l'initiative de la Commission et requiert, s'agissant de la fiscalité, l'unanimité des États membres. Par ailleurs, l'application du taux réduit présenterait un coût budgétaire supérieur à 20 milliards de francs par an qui n'est pas compatible avec les efforts entrepris pour réduire les déficits publics. Cela étant, le Gouvernement est très attentif à la situation du secteur de la restauration dont la place dans la vie économique de notre pays et l'importance pour l'emploi sont reconnues. Il ne méconnaît pas que l'application dans ce secteur de taux de TVA différents est susceptible d'induire des distorsions de concurrence. C'est pourquoi le Premier ministre a confié au ministre de l'économie et des finances, en liaison avec le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme et le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat le soin d'organiser, dans le prolongement du rapport élaboré l'été dernier par M. Salustro, une table ronde associant les professionnels et les départements ministériels concernés, consacrée notamment aux règles de TVA applicables dans le secteur de la restauration. La réflexion méritera également d'être approfondie sur d'autres aspects, tels que les conditions d'accès aux

cantines d'entreprises.

Données clés

Auteur : [M. Biessy Gilbert](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 47143

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 janvier 1997, page 69

Réponse publiée le : 17 mars 1997, page 1371